

"Berd: la dernière ligne droite" dans Le Figaro (17 mai 1990)

Légende: Le 17 mai 1990, le quotidien français Le Figaro décrit la difficulté des négociations diplomatiques pour choisir le siège et désigner le premier président de la future Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Source: Le Figaro. 17.05.1990. Paris: Le Figaro.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"berd_la_derniere_ligne_droite"_dans_le_figaro_17_mai_1990-fr-a4d79d58-56d6-4854-b640-2c4be8592cc0.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/12/2012

Berd : la dernière ligne droite

Samedi, à Paris, devraient se trancher les choix du président et du siège de la future Banque européenne. Un troc franco-britannique aurait déjà permis, en coulisses, de régler ce point.

C'est samedi, à Paris, que devraient être aplanis les deux derniers obstacles (lieu d'implantation du siège et présidence) à la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), destinée à accompagner les pays d'Europe centrale sur les chemins chaotiques de la transition vers l'économie de marché.

L'acte de naissance de cette nouvelle institution internationale, la première de cette importance depuis les accords de Bretton Woods (1944), devant être paraphé le 31 mai à Paris, au lendemain de la réunion ministérielle de l'OCDE.

Mais les jeux sont faits. Ou presque. Le dossier de l'implantation du siège aurait déjà, semble-t-il, été bouclé, non pas au sein des Douze de la CEE, encore moins au sein du conclave des 42 membres fondateurs de la Berd, mais lors d'un tête-à-tête entre Margaret Thatcher et François Mitterrand, le 4 mai dernier, avant d'être entériné lors de la réunion du G 7 à Washington le 6 mai.

La Berd étant une initiative franco-européenne, son siège social devait donc, pour des raisons symboliques, se situer dans la Communauté, et de préférence dans un grand centre financier, pour drainer au mieux les contributions commerciales qui ne manqueront pas de découler des programmes d'ajustement et de l'ensemble des projets promus par la Berd.

Dans le feu de l'action, fort de la sympathie provoquée par les mouvements de libéralisation à l'Est, l'idée avait été lancée de localiser le siège du futur organisme dans un pays du Comecon. Mais quelques candidatures (dont celle de Prague par exemple, soutenue officiellement par Washington) étaient bien vite balayées. Et les pays de l'Est, à défaut de voir la Berd s'installer dans l'une quelconque de leurs capitales, se tournaient donc vers Paris. A la grande satisfaction de l'Elysée qui n'excluait pas, alors, l'heureuse éventualité de voir la France cumuler siège et présidence.

Le revirement français

« La France n'a jamais réclamé le siège de la Berd » rectifiait pourtant Pierre Bérégovoy au lendemain du Comité intérimaire du FMI. Le *Financial Times* venait d'annoncer, fort discrètement au détour d'un paragraphe, que la quatrième place ex aequo de la France au côté de la Grande-Bretagne au sein du FMI s'était négociée contre l'assurance de situer à Londres le siège de la Berd. Et qu'en contre-partie la première présidence pourrait revenir à la France. « Paris n'est plus candidat » admettait effectivement Jacques Attali au micro d'Europe 1, le 10 avril, après la quatrième session constitutive de la Berd. Plus ou pas ? « La France n'a jamais fait obstacle à ce que le siège soit à Londres » soulignait Pierre Bérégovoy. En ajoutant pour ceux qui en doutaient encore que « pour une fois que la Grande-Bretagne et la France marchent la main dans la main, oubliant Jeanne d'Arc et Waterloo... ». Les observateurs cherchaient donc la petite bête là où elle n'avait jamais existé...

Discours de bon aloi, mais assez peu convaincant. Car l'enjeu de l'accord franco-britannique était de taille. L'augmentation des ressources du Fonds monétaire international, adoptée par le Comité intérimaire, était liée de facto à la recomposition du peloton de tête des pays industrialisés en fonction de leur poids économique respectif. Les États-Unis gardaient logiquement la première place, le Japon passant sans coup férir de la cinquième à la seconde, ex aequo avec une RFA dopée par les potentialités de la réunification.

La Grande-Bretagne, qui depuis Bretton Woods, sommeillait confortablement à la deuxième place, s'en trouvait brutalement éjectée. N'imaginant pas de rétrograder au cinquième rang (bien que le critère du PIB par habitant l'y eût placée), elle optait pour la stratégie du blocage jusqu'à ce que la France lui offre de partager la quatrième place. « C'était le meilleur calcul » estimait Pierre Bérégovoy. L'entêtement des Français sur cette question n'ayant d'égal que celui des Britanniques, la France arrachait donc finalement

cette solution moyennant un transfert de la part de la Grande-Bretagne qui lui cérait 0,5 % de son quota de droits de tirages spéciaux (NDLR : DTS ; unité de compte du FMI).

Difficile, pourtant, d'imaginer que la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher ait pu ainsi opiner sans contrepartie tangible. D'où l'annonce que Londres supplantait la candidature officielle d'Amsterdam et celle, avouée du bout des lèvres, de Paris.

De fait, l'ombre de Big Ben ne semble pas être la seule explication de cette paix des braves. Deux autres capitales apparaissent en filigrane : Strasbourg, siège du Parlement européen, menacée de retourner à son destin de ville de province comme les autres par le possible déménagement des élus des Douze à Bruxelles (le regroupement de l'ensemble des institutions européennes dans la capitale belge ayant clairement la faveur des Britanniques) et... Moscou.

Depuis hier, en effet, l'obtention d'un siège d'observateur au GATT marque le début d'une normalisation des relations soviétiques avec les grandes institutions internationales. A plus ou moins long terme, pourrait suivre la double candidature au FMI et à la Banque mondiale. « Je ne savais pas que l'entrée de l'URSS au Fonds était d'actualité. La question est de savoir qui sera le parrain. Peut être les États-Unis... On aura tout vu ! » s'étonnait Pierre Bérégovoy.

Pour les observateurs, quelle que soit l'échéance de l'entrée de l'URSS au FMI, elle a forcément pesé, d'une manière ou d'une autre, dans la volonté française de se maintenir à la quatrième place du G 7. Si l'on retient en effet les critères de PNB et de PIB, une Union soviétique membre du Fonds monétaire serait en droit d'accéder directement à la cinquième place (position qu'aurait occupée la France sans l'accord intervenu avec la Grande-Bretagne). Paris aurait alors couru le risque de se voir rétrograder, et surtout de perdre le droit de choisir son représentant au sein de l'exécutif du Fonds... L'arrangement « à l'amiable » entre Londres et Paris, qualifié d'accord à long terme, engagerait donc la cartographie géopolitique du monde industrialisé bien au-delà de la neuvième reconstitution des ressources du FMI.

Mais en ce qui concerne l'avenir immédiat et la constitution de la Berd, on est en droit de se demander si Paris n'a pas lâché la proie pour l'ombre. La capitale britannique se verrait ainsi dotée pour la première fois du siège d'une institution multilatérale, ce qui ne manquerait pas redonner un coup de fouet à la City durement touchée par les sombres lendemains du Big Bang. Et ce au détriment de sa rivale directe, la place financière de Paris. Les grandes maisons de titres japonaises, Nomura, Yamaichi, Daiwa et Nikko ne s'y sont pas trompées, qui estiment aujourd'hui ouvertement que Londres sera la capitale financière de l'Europe.

L'accord franco-britannique, qui plus est, ne garantit en rien que le candidat français à la présidence, Jacques Attali, soit assuré d'être élu. Le nom du gagnant, en effet, ne serait plus désigné à douze mais à quarante-deux. Sans doute Jacques Attali peut-il compter sur les voix des pays de l'Est, qui devraient plus naturellement pencher pour un représentant du pays des Droits de l'Homme que pour un émule de l'idéologie libérale anglo-saxonne. Mais qu'en sera-t-il de l'attitude des pays, qui, à l'image du Mexique ou de la Corée du Sud (ralliés de la dernière heure à la mission de la Berd) sont plus proches de Washington que de Paris ?

Dans la capitale américaine, on ne cache pas que le lobbying va bon train pour tenter encore de barrer la route à un socialiste et de relancer Onno Ruding, l'ancien ministre des Finances des Pays-Bas et ex-président du Comité intérimaire du FMI (et bizarrement le seul à s'être spontanément opposé à l'idée même de la Berd au moment même de son lancement officiel par François Mitterrand...). Au pire, souligne-t-on, le premier mandat de quatre ans échouerait à un Français. Ensuite, il pourrait se passer bien des choses... Aux Pays-Bas, dont les autorités s'avouent ulcérées par « l'arrangement » de Washington, on veut encore espérer jusqu'au 31 mai. Mais en tout état de cause, garantit-on dans la capitale néerlandaise, la querelle ne sera pas vidée samedi prochain.

Françoise Lepeltier